

CAI Z 1  
-63B22

*Canadian Broadcasting Corp.*

**SOCIÉTÉ RADIO-CANADA**

**MÉMOIRE**

**À**


**LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR  
LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME**

**1964**



TABLE

1. Préface .....	1
2. Définitions ....	2
3. La parité des langues française et anglaise .....	3
4. Radio-Canada et "les autres groupes ethniques" .....	4
5. La bilinguisme à Radio-Canada .....	5
6. Organisation de Radio-Canada .....	6
7. Organisation régionale .....	7
8. La bilinguisme en temps normal .....	8
9. La bilinguisme dans les pratiques administratives .....	9
10. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	10
11. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	11
12. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	12
13. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	13
14. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	14
15. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	15
16. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	16
17. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	17
18. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	18
19. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	19
20. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	20
21. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	21
22. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	22
23. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	23
24. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	24
25. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	25
26. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	26
27. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	27
28. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	28
29. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	29
30. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	30
31. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	31
32. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	32
33. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	33
34. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	34
35. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	35
36. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	36
37. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	37
38. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	38
39. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	39
40. Mémoire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme .....	40



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688559>



## SOMMAIRE

1. Avant-propos .....	1
2. Définitions .....	4
3. Le parallélisme des services français et anglais .....	6
4. Radio-Canada et "les autres groupes ethniques" .....	8
5. Le bilinguisme à Radio-Canada .....	10
a) Organisation de réseau .....	10
b) Organisation régionale .....	11
c) Le bilinguisme au Siège social .....	13
d) Le bilinguisme dans les pratiques administratives .....	16
6. Radio-Canada et la cause du bilinguisme et du biculturalisme .....	17
a) Aspirations propres des anglophones et des francophones .....	17
b) La culture nord-américaine .....	18
c) Rayonnement .....	19
d) Le rapprochement entre anglophones et francophones .....	21
7. Les prochains objectifs .....	27
a) Accroissement des échanges d'informations .....	27
b) Les émissions .....	29
c) Restrictions d'ordre pratique .....	30
d) Défi pour le personnel de Radio-Canada .....	31
e) Accès aux deux langues .....	34
8. Nouvelles émissions .....	38
9. Conclusion .....	40



de sir John Aird, et, le temps venu, le Parlement décide de faire servir la radiodiffusion à l'avancement de la nation canadienne. La

1. Avant-propos d'abord la Commission canadienne de la Radiodiffusion,

puis la Soc. À la veille du centenaire de la Confédération, les Canadiens s'emploient à redécouvrir l'identité de leur pays. Cette recherche est loin de caractériser notre époque. Le problème de la survivance nationale n'a jamais perdu de son actualité et chaque génération a dû trouver une solution à l'une ou l'autre de ses facettes. Quelques réalisations du passé en sont d'éloquents exemples : nos chemins de fer, nos banques privilégiées, nos lois tarifaires, nos lignes aériennes et notre radiodiffusion.

La radiodiffusion publique, dont la Société Radio-Canada est le dépositaire au nom du Parlement et du peuple canadien, demeure l'une des plus importantes de ces réalisations. La loi qui l'a instituée, il y a trente-deux ans, est née de la réaction de nos hommes politiques à l'exploitation presque effrénée de cette technique de diffusion massive durant les années qui ont suivi la Grande Guerre. En même temps que les simples particuliers, les hommes d'affaires et les radiodiffuseurs se disputaient énergiquement le commerce au Canada, l'économie nord-américaine tendait à suivre sa voie naturelle d'expansion, la voie nord-sud, de sorte qu'en l'espace de dix ans, la situation était devenue telle, en radiodiffusion plus particulièrement, que, de l'avis de citoyens avisés, l'indépendance et le progrès du pays étaient virtuellement menacés. Devant ce danger, le Gouvernement d'alors institua une commission royale d'enquête sous la présidence

groupes ethniques; décrit brièvement, puisque cet aspect de la question





de sir John Aird, et, le temps venu, le Parlement décida de faire servir la radiodiffusion à l'avancement de la nation canadienne. Le Parlement créa d'abord la Commission canadienne de la Radiodiffusion, puis la Société Radio-Canada.

Radio-Canada a été "instituée afin d'exploiter un service national de radiodiffusion". Avec le temps, la portée de cet énoncé général s'est précisée.

Pour Radio-Canada, un service national de radiodiffusion, c'est un service complet et équilibré, offrant un éventail d'émissions d'inspiration canadienne à la portée du plus grand nombre possible de Canadiens et tenant compte de la langue et de la culture des deux principaux groupes ethniques. Il y a donc dans cette interprétation reconnaissance implicite des réalités sociales, politiques et culturelles du Canada. L'une d'elles s'est imposée plus que les autres, c'est la dualité de langue et de culture, fondée sur deux siècles d'histoire et sanctionnée par des garanties constitutionnelles et juridiques. Depuis toujours, la radiodiffusion publique, au Canada, a dû tenir compte de ces deux réalités : le bilinguisme et le biculturalisme.

La Société, dans ce mémoire, expose ce qu'elle pense, dans le concret, du bilinguisme et du biculturalisme; aborde quelques-uns des aspects fondamentaux du problème, tels qu'ils lui apparaissent; esquisse sa conception de l'"égalité entre les deux peuples" et montre comment, dans son propre domaine, elle a contribué à favoriser cette égalité dans le passé; définit son attitude vis-à-vis des "autres groupes ethniques"; décrit brièvement, puisque cet aspect de la question



s'insère dans le mandat de la Commission, l'état du bilinguisme et du biculturalisme à Radio-Canada; enfin, elle fait connaître ses vues sur l'ensemble de ces problèmes, analyse la contribution qu'elle a apportée à leur solution et celle qu'elle envisage pour l'avenir.





## 2. Définitions

Dans son document de travail à l'intention des particuliers et des groupements qui désirent présenter un mémoire, la Commission souligne le fait qu'il faudra du temps avant de dégager le sens des mots bilinguisme et biculturalisme, car ils appellent souvent des prises de position ou de longues recherches sur des thèmes connexes. Nous reconnaissons la justesse de cette attitude.

Cependant, la réalité ne peut que précéder les mots qui prétendent l'exprimer. À défaut d'une définition claire et exhaustive, il a bien fallu que Radio-Canada interprêtât la réalité canadienne et la traduisît dans son service de radio et de télévision. Le Dictionnaire encyclopédique Quillet donne du mot "bilinguisme" une définition très concise : "le fait que deux langues sont simultanément employées dans un pays avec une valeur officielle égale".

Le bilinguisme n'est donc pas une doctrine ou un mode de pensée mais un fait concret et positif. Il disparaît dès que l'une des deux langues cède le pas à l'autre, ne jouit plus des mêmes droits ni du même statut national.

D'autre part, dire d'un pays qu'il est bilingue signifie non pas que tous ses citoyens parlent deux langues mais que les deux sont employées, c'est-à-dire qu'un groupe s'exprime dans une langue et l'autre, dans une autre langue, ce qui n'exclut pas que certains puissent se servir des deux. Le bilinguisme est plus un trait des groupes que des individus.

Les mêmes remarques valent pour le mot "biculturalisme", lequel n'est pas encore entré dans les dictionnaires. C'est un néologisme



que les Canadiens ont forgé pour désigner une réalité déjà contenue dans la définition du bilinguisme. L'existence, côte à côte, de deux langues suppose en effet la présence de deux cultures correspondantes. Le biculturalisme, c'est donc, dans ce sens, le fait que deux cultures nationales s'expriment simultanément dans un même pays et sont sur un pied d'égalité au plan national. Au Canada, les deux langues et les deux cultures qui ont un statut national sont les langues et les cultures anglaises et françaises. On ne porte pas un jugement politique en l'affirmant; on reconnaît simplement un fait historique.





### 3. Le parallélisme des services français et anglais

Radio-Canada considère comme des "faits" les deux réalités, celle du bilinguisme et celle du biculturalisme, qui font l'objet de l'enquête de la Commission. La nature même de la radiodiffusion l'a mise dès le début en contact avec ces faits et, en s'y adaptant, la Société a décidé que le service national de radiodiffusion devait être accessible aux groupes anglais et français et qu'il devait être assuré dans les deux langues.

Qu'on note à ce propos une décision mentionnée dans le premier rapport annuel de Radio-Canada pour la période allant de sa création, le 2 novembre 1936, au 31 mars 1937. On y rapporte qu'à sa première réunion, le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada a établi comme "politique de base de la Société" l'amélioration des "relations entre les Canadiens qui parlent français et ceux qui parlent anglais".

Dès l'origine, la radiodiffusion publique pouvait opter entre un seul service dans les deux langues de façon à permettre aux auditeurs anglais et français de suivre les mêmes émissions, ou entre deux services parallèles, un dans chaque langue.

La première méthode a été mise à l'essai vers le milieu des années 30, car c'était la plus simple et la plus facile à réaliser, compte tenu des ressources humaines, techniques et financières d'alors. Évidemment, ce régime n'était viable qu'aussi longtemps qu'un seul réseau suffisait à satisfaire les besoins des deux groupes. Cependant l'amélioration graduelle des techniques de radiodiffusion et les demandes répétées des deux collectivités ont amené Radio-Canada à établir, pour être à la hauteur, deux chaînes parallèles, l'une anglaise, l'autre française. C'est ce régime qui est actuellement en vigueur.



La transition s'est échelonnée sur plusieurs années, de 1932 à 1941. Il ne s'ensuit pas qu'après cette date l'anglais ait été banni du réseau français ou inversement. Au contraire. Il en ressort simplement que, pour s'acquitter de son obligation primordiale d'assurer "un service national de radiodiffusion", Radio-Canada s'est ralliée, pour des raisons pratiques, au régime des deux réseaux distincts.





#### 4. Radio-Canada et "les autres groupes ethniques"

Radio-Canada a toujours été pleinement consciente de la présence, au Canada, de nombreux groupes ethniques autres que ceux d'origine anglaise ou française. Selon le recensement fédéral de 1961, le pourcentage de la population dont la langue maternelle n'était ni l'anglais ni le français s'établissait à près de 14 p. 100.

Il est normal que certains de ces groupements désirent des émissions dans leur propre langue, mais Radio-Canada ne saurait y acquiescer. Indépendamment des problèmes d'ordre pratique, au nombre desquels les frais à engager ne sont pas le moindre, il reste que Radio-Canada est un organisme fédéral, institué par une loi du Parlement. Conformément à la Constitution, le Parlement ne reconnaît que deux langues officielles et le Gouvernement du Canada n'est organisé qu'en fonction de celles-ci. Voilà pourquoi Radio-Canada restreint son service de radiodiffusion à l'anglais et au français.

À cette raison d'ordre constitutionnel s'ajoute une considération qui découle du caractère propre du service que fournit Radio-Canada. En effet, la Société dessert l'ensemble de la population à l'échelle du pays : ses chaînes anglaises et françaises de radio et de télévision ont un caractère national. À cause de leur dissémination à travers le pays et de leur faible densité par rapport aux francophones et aux anglophones, les autres groupes ethniques ne pourraient bénéficier des services de la radiodiffusion sur une base nationale. Il appartient plutôt aux stations privées de radio et de télévision, qui sont des organismes limités à une ville ou à une région, de diffuser des émissions en langues autres que l'anglais et le français, là où la concentration d'un ou de



plusieurs groupes le justifie. Certaines stations privées donnent actuellement ce service et avec succès.

Cette règle rigide, que pratique Radio-Canada, ne souffre qu'une exception, et c'est à l'endroit des Esquimaux et des Indiens, les premiers habitants du pays. À l'intérieur de son service du Nord, la Société a aménagé des chaînes régionales de radio qui diffusent, à côté d'émissions régulières en anglais et en français, des émissions en esquimau, chippewan, esclave, cris et loucheux.

Abstraction faite de la réalité des deux langues officielles, Radio-Canada est en mesure cependant d'apprécier à juste titre la contribution des divers groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada. Sans cet apport, la vie canadienne serait plus pauvre, et la Société en'est particulièrement consciente dans le secteur des émissions. Aussi tient-elle compte dans la pratique de l'influence profonde de ces groupes sur les deux cultures nationales, tant en musique, en littérature et dans les autres arts d'agrément que dans les arts utilitaires. De même fait-elle appel fréquemment, dans les émissions de ses réseaux nationaux, à des artistes d'origine non française ou non anglaise et tire-t-elle, des ressources culturelles de ces collectivités, des éléments propres à enrichir son programme.





5. Le bilinguisme à Radio-Canada

Le parallélisme de l'organisation et de l'exploitation dans les centres de production des réseaux français et anglais, à Montréal et à Toronto, illustre éloquemment le caractère bilingue et biculturel du service national.

a) Organisation de réseau

Les émissions du réseau français sont conçues et réalisées en fonction de la langue, de la culture et des aspirations du Canada français. D'autre part, les émissions du réseau anglais répondent aux exigences de la langue, à la mentalité et aux intérêts particuliers du Canada anglais.

La programmation doit refléter les goûts et les préoccupations des deux cultures. Chacun des centres de production des réseaux a le personnel spécialisé voulu pour assurer un service complet de télévision et de radio. Les principaux secteurs d'émissions d'un centre ont leur pendant dans l'autre centre : nouvelles, affaires publiques, variétés, émissions enfantines, scolaires, sportives, religieuses et autres. Les deux centres ont chacun leur caractère propre, mais ils observent les mêmes principes et tendent vers les mêmes objectifs généraux. Leur but commun, selon les termes de la Loi sur la radiodiffusion, est d'assurer "un service de radiodiffusion vaste et varié qui atteigne un haut niveau et soit fondamentalement canadien par son contenu et sa nature".

La coordination de ces services parallèles est assurée au Siège social, à Ottawa, par la Direction. Le Directeur général de la Radiodiffusion (Réseaux anglais) et le Directeur général de la



Radiodiffusion française, chacun ayant autorité sur l'exploitation dans son domaine respectif, ont aussi leur bureau à Ottawa. Ils assistent aux réunions hebdomadaires de la Direction, sous la présidence du Président, et relèvent directement du Président ou du Vice-Président. En outre, ils font tous deux partie, avec le Directeur général de la Radiodiffusion régionale, du Conseil des programmes, comité permanent ayant à sa tête le Vice-Président aux Programmes. Le Conseil se réunit une fois la semaine pour étudier les principes et normes concernant les émissions ainsi que la coordination des activités relatives aux émissions dans les divers secteurs.

b) Organisation régionale

En dehors du Siège social et des centres de production des réseaux (appelés divisions pour les besoins internes), à Toronto et à Montréal, l'organisation de Radio-Canada a un caractère régional. Il y a des bureaux et des centres de production régionaux à Saint-Jean (T.-N.), Halifax, Winnipeg, Vancouver et Ottawa, relevant du Directeur général de la Radiodiffusion régionale au Siège social. Ils sont à la fois chargés de répondre aux besoins particuliers de Terre-Neuve, des Maritimes, des Prairies, de la Colombie-Britannique et de la région d'Ottawa et d'assurer la participation de la population au programme national. Radio-Canada a aussi des installations locales à Gander, Corner Brook, Grand Falls, Saint-Jean, Sydney, Moncton, Fredericton, Chicoutimi, Québec, Windsor, Regina, Calgary et Edmonton, qui relèvent du Directeur de la région intéressée.



Il convient de signaler que ces bureaux régionaux et ces centres de moindre importance ne sont pas bilingues. Étant donné la composition de la population de ces régions et leur passé, la langue de travail y est soit l'anglais, soit le français, mais dans la majorité des cas plutôt l'anglais.

La plupart des émissions des réseaux français émanent de Montréal. Aux réseaux anglais, une forte proportion proviennent des régions, bien que la majorité viennent de Toronto. La concentration des sources d'émissions au réseau français et leur dispersion au réseau anglais correspondent à la répartition des populations anglaise et française au pays. Cette situation explique pourquoi la plupart des stations de Radio-Canada en dehors du Québec n'utilisent que l'anglais. Nous comptons intensifier bientôt la contribution régionale aux réseaux français, particulièrement celle de Québec.

La zone d'Ottawa (distincte du Siège social) fait exception. Comme la région a un caractère bilingue, la télévision de Radio-Canada y est aussi bilingue. La direction locale est en grande partie bilingue et il y a des chefs de service d'expression française parmi les personnels technique et administratif des deux stations de télévision, l'une anglaise, l'autre française. Depuis le mois d'août dernier, la Société y exploite une station radio-phonique de langue française, CBOF, à côté de la station radio-phonique anglaise, établie il y a plusieurs années.

En dehors du Québec et de la zone d'Ottawa, la plus importante installation de langue française est à Moncton, au Nouveau-





Brunswick, où il y a une station de radio et une station de télévision. Le personnel de ces stations est entièrement de langue française et bilingue.

Radio-Canada exploite aussi une station de télévision de langue française à Winnipeg et fournit le programme du réseau radiophonique à plusieurs stations affiliées privées de langue française des provinces des Prairies.

Enfin, la station radiophonique CJBC, à Toronto, dont le programme quotidien comportait un certain nombre d'émissions françaises depuis deux ans, diffuse entièrement en français, sauf dans le cas d'une émission éducative qui passe tard en soirée. Cette conversion a nécessairement entraîné la nomination d'un groupe d'employés bilingues.

c) Le bilinguisme au Siège social

On vient de voir comment et dans quelle mesure Radio-Canada a pour principe d'appliquer le bilinguisme dans l'administration des centres de production de ses réseaux et de ses diverses divisions administratives. Il reste à considérer la question du bilinguisme au Siège social, où les employés de langue française représentent 32.6 p. 100 du personnel.

Il ressort de ce chiffre que la proportion d'employés de langue française au Siège social est appréciable. Cependant, le pourcentage cité ne saurait mettre en relief un fait important : les difficultés qu'éprouve Radio-Canada à recruter des employés d'expression française aux postes supérieurs, à son Siège social.



Les raisons de cet état de choses ont une grande portée pour la présente enquête. Tout d'abord, les employés de bureau et des postes subalternes se recrutent surtout sur place, et, comme à Ottawa les Canadiens français sont nombreux, il est facile d'engager une bonne proportion d'employés d'expression française aux échelons inférieurs.

Aux paliers supérieurs de tout organisme, la règle se généralise cependant de combler les postes vacants par voie d'avancement du personnel des diverses succursales. C'est là une façon normale de reconnaître le mérite de ceux qui se distinguent. La Société s'est toutefois rendu compte de l'insuffisance de cette méthode lorsqu'il s'agit de muter du personnel de langue française à des postes intermédiaires ou supérieurs du Siège social. Il va de soi que Montréal constitue le réservoir le plus considérable de candidats qualifiés de langue française; or, règle générale, ces gens hésitent à venir à Ottawa.

Cette situation s'explique surtout par des raisons de langue et de culture. Il y a d'abord le fait que le Canadien français qui s'établit à Ottawa est forcé de restreindre sa participation à la vie culturelle française du pays. En outre, il peut s'attendre à travailler la plupart du temps dans une langue qui n'est pas sa langue maternelle et qui peut ne pas lui être familière. Il ne faut pas oublier non plus que le milieu de travail à Ottawa est largement façonné par des valeurs, des postulats propres à la culture anglo-saxonne. Très souvent, les gens les plus conscients de cette situation sont précisément de la classe de ceux





qui, par leur formation et leur expérience, pourraient rendre de précieux services au Siège social de Radio-Canada.

La vie sociale et familiale à Ottawa offre aussi d'autres inconvénients pour les Canadiens français. Ils n'y trouvent pas le milieu et ils n'ont pas les moyens qui leur permettent de continuer à mettre leur langue et leur culture à contribution dans la même mesure qu'à Montréal, bien que, sur ce chapitre, la région de Hull semble connaître quelque progrès. Les parents canadiens-français, soucieux de l'avenir de leurs enfants au double point de vue de la langue et de la culture, trouvent que les écoles d'Ottawa sont inférieures à celles du Québec, parce que les écoles bilingues de la capitale ne sont pas véritablement françaises. Ils doivent du reste payer des impôts scolaires plus élevés. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario place le français au rang de langue seconde. Bref, un chef de famille de langue française du Québec peut difficilement s'établir à Ottawa sans crainte de compromettre plus ou moins la langue et la culture qui devraient être le partage de ses enfants et qui leur seraient garanties s'ils recevaient leur formation dans les écoles du Québec.

Le même problème s'observe sans doute aussi dans la fonction publique fédérale. Certes, les Canadiens d'expression française ont le droit et peut-être le devoir d'occuper des postes d'importance dans la capitale. Il s'y en trouve de très compétents. De toute façon, la difficulté que pose le recrutement de Canadiens français compétents pour travailler dans la capitale nationale est au préjudice aussi bien de Radio-Canada que du pays.



d) Le bilinguisme dans les pratiques administratives

Cet exposé du caractère bilingue et biculturel de Radio-Canada en tant que partie intégrante de l'administration fédérale ne fait pas état de pratiques administratives comme l'embauche, la traduction, la manutention de la correspondance et des archives, etc. Ces pratiques, a-t-on laissé entendre, feront l'objet d'une étude séparée par le service des recherches de la Commission. En conséquence, et parce que ce secteur de l'administration est très complexe, nous l'excluons de ce mémoire.



6. Radio-Canada et la cause du bilinguisme et du biculturalisme

Puissant moyen de diffusion de la culture, la radiodiffusion ne doit-elle pas, dans le contexte canadien, refléter toute la richesse culturelle du pays, celle des anglophones et celle des francophones? Ne doit-elle pas par définition se faire le reflet de tout le Canada? Comment Radio-Canada a-t-elle rempli sa tâche à cet égard?

a) Aspirations propres des anglophones et des francophones

Les deux groupes culturels ont besoin de se mieux comprendre mutuellement. Cependant, tous savent que les deux langues n'occupent pas le même rang au Canada. La langue anglaise étant celle du reste de l'Amérique du Nord, elle n'est certes pas en danger d'être assimilée. C'est la langue la plus courante qui permet à tous ses usagers, où qu'ils soient sur le continent, de suffire à leurs besoins et de s'avancer dans leur carrière. C'est pourquoi, tout compte fait et hormis les préoccupations culturelles qui sont le fait d'une infime minorité, à peu près rien ne pousse l'anglophone à apprendre le français.

La langue française, elle, est dans une situation beaucoup plus précaire en Amérique du Nord. Ses usagers sont, dans l'ensemble, groupés en un territoire bien circonscrit géographiquement et politiquement; le français suffit pleinement à leurs besoins et répond à leurs aspirations, mais seulement dans la mesure où ils se cantonnent dans ce territoire. C'est dire que le français est un peu comme une île perdue dans une mer anglophone.

Certes le groupe francophone du Québec est assez homogène, mais il est avéré qu'il n'est pas à l'abri de l'influence de la vie nord-américaine et qu'il ne peut s'empêcher d'avoir des relations





constantes et dynamiques avec le reste du Canada en particulier, et avec toute l'Amérique du Nord en général. De sorte qu'il est inévitable que les lames qui battent contre cette île et parfois la submergent tendent à l'éroder et à en estomper les contours. Qu'il suffise de rappeler, à titre d'exemple, que 70 p. 100 des francophones peuvent capter les émissions du réseau anglais de télévision; de son côté, la chaîne française est à la portée de 16 p. 100 seulement des Canadiens de langue maternelle anglaise.

Bref, le francophone, même le plus pénétré des valeurs que représentent sa langue et ses traditions, a plus de motifs inéluctables d'apprendre l'anglais que son compatriote d'expression anglaise n'en a d'apprendre le français, et, bon gré mal gré, de s'en servir. À preuve, même dans la province de Québec, la langue anglaise est très répandue.

b) La culture nord-américaine

Les langues anglaise et française du Canada ne sont pas en butte à la même influence de l'extérieur. Par contre, les deux cultures subissent à peu près la même influence de la part des États-Unis, et si l'une et l'autre peuvent choisir leur propre voie pour atteindre leur plein épanouissement, il reste que l'une et l'autre sont sous l'emprise de ce qu'on est convenu d'appeler la civilisation américaine. Contre cette puissance omniprésente, la barrière naturelle qu'est la langue française forme une bien faible défense pour la culture française.

Il n'est guère nécessaire d'ajouter ici que nous ne voulons aucunement insinuer qu'il existe un plan concerté pour miner la culture canadienne. Ce dont il s'agit -- et qui est devenu un



lieu commun -- c'est l'existence d'une forte influence externe sur la vie canadienne, influence dont sont inconscients ceux qui l'exercent et dont, en tout cas, ils ne sont pas tenus de se soucier. À notre insu, de façon intangible et imperceptible, nous subissons et nous assimilons progressivement des modes de pensée et d'action autres que les nôtres.

Si les cultures anglaise et française du Canada sont toutes deux exposées de la même façon à l'influence de la culture américaine, la première l'est davantage à cause de la communauté de langue. Elle risque donc de s'étioler et de perdre son caractère propre.

Le Canada français, pour sa part, est dans une certaine mesure protégé culturellement contre l'influence omniprésente de la culture américaine à ses portes et même dans ses murs, en raison même de sa langue. Le Québec, si français soit-il par sa langue, n'en est pas moins une province du Canada, partie intégrante du milieu nord-américain. Aussi, arrive-t-il que, conscient de sa faiblesse et de la proximité des grands centres de la côte de l'Atlantique, le Québec résiste mal à la tentation de se cantonner dans l'isolationisme culturel. Ce mécanisme de défense, cet isolement ne présentent pas moins de dangers pour l'avenir culturel de notre pays que l'indifférence qu'éprouvent bien des anglophones du Canada devant l'influence américaine.

c) Rayonnement

Encore que la radiodiffusion doive par nature, dans l'optique canadienne, favoriser le rapprochement entre les deux





principaux groupes ethniques, il ne s'ensuit pas qu'elle l'ait fait pleinement jusqu'ici et qu'elle ait servi avec tous les moyens mis à sa disposition la cause de l'entente interculturelle. Un regard cursif sur l'activité de Radio-Canada au cours des trente dernières années suffit à montrer que sa principale contribution au bilinguisme et au biculturalisme a été de fournir des services parallèles aux Canadiens d'expression anglaise et aux Canadiens d'expression française. Visant surtout à mettre les deux sur un pied d'égalité, la Société a réussi à assurer à chaque groupe les services complets de la radio et de la télévision.

La langue et la culture des deux ont fait l'objet d'une attention si pressante et si soutenue de la part de la radio-diffusion nationale que l'un et l'autre éprouvent un sentiment de possession à l'endroit de Radio-Canada. Aucun des deux groupes n'a l'impression que la Société est le monopole de l'autre.

La pratique du bilinguisme et du biculturalisme a marqué non seulement la production des émissions, mais aussi le rayonnement, c'est-à-dire, l'extension du service national au plus grand nombre possible de Canadiens. D'après les statistiques fondées sur la langue maternelle, les réseaux radiophoniques de Radio-Canada desservent 98 p. 100 de la population de langue anglaise et 94 p. 100 des Canadiens d'expression française. De son côté, la télévision de Radio-Canada atteint 93 p. 100 des Canadiens anglais et 92 p. 100 des Canadiens français.

À notre avis, il est du devoir de Radio-Canada d'établir des installations qui permettront d'étendre la radiodiffusion canadienne



aux régions qui en sont encore privées et, chaque année, elle réserve à cette fin une part de son budget d'immobilisations. Dans l'application de son programme d'expansion, la Société ne perd jamais de vue les besoins des deux groupes qui parlent les langues officielles.

d) Le rapprochement entre anglophones et francophones

Assurer des services conformes aux aspirations des deux groupements qui parlent les langues officielles est important certes, mais le rôle de la radiodiffusion nationale ne se borne pas là. Selon la conception que Radio-Canada se fait de son mandat, elle doit aussi utiliser les ressources de la radiodiffusion pour créer un sentiment d'unité nationale, pour insister sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise. L'idée de mettre la radiodiffusion nationale au service d'une conscience nationale et d'un patriotisme éclairé a présidé, on l'a vu, à l'institution de la Commission canadienne de la Radiodiffusion et inspire depuis toutes les délibérations sérieuses sur le rôle de Radio-Canada.

L'unité nationale commande la compréhension et le respect mutuels. Les émissions nationales sur l'un des groupements destinées à l'autre groupement sont évidemment un moyen de favoriser cette compréhension et ce respect. Les variantes de ces émissions sont nombreuses. Il peut y en avoir de réalisées tantôt par des Canadiens anglais, au sujet des Canadiens français, mais à l'intention des Canadiens anglais, tantôt par des Canadiens français, mais sur le même sujet et pour le même auditoire, et inversement. Bref, tout fait important relatif à un groupement et qui est susceptible d'intéresser l'autre est un pas dans la bonne voie.



Les possibilités sont nombreuses et depuis nombre d'années Radio-Canada réalise bien des émissions et séries d'émissions destinées à exploiter ces possibilités. Ainsi, plusieurs émissions des séries suivantes, réalisées par un réseau, ont été adaptées par l'autre : l'Heure du concert, Festival, Concert du mercredi, CBC Wednesday Night, la série la Vie qui bat (This Living World), quelques émissions de Chez Miville, plusieurs pièces d'auteurs canadiens-français et des concerts symphoniques.

Dans le domaine des coproductions, mentionnons les émissions de la série The Sixties et O Canada sur les relations entre groupes ethniques, quatre émissions spéciales sur la Confédération (La Confédération, après cent ans, vaut-elle toujours? -- Confederation: One Hundred Years Later, Does it Still Work?), les quatre spectacles de variétés de De ville en ville (A Show from Two Cities), le compte rendu des travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et quantité de reportages, sportifs ou autres.

À ces exemples de collaboration, il faut ajouter les émissions d'information réalisées par les réseaux français ou les réseaux anglais et consacrées occasionnellement, quand ce ne serait qu'en partie, aux Canadiens de l'autre culture : Take Thirty, Trans-Canada Matinée, Explorations, Actualités politiques, Premier plan, Close-Up, Inquiry, Viewpoint, Deux voix ... un pays, Histoire à quatre voix, Aujourd'hui, Temps présent, The Observer, Heritage, Conférence de presse, Horizon et Tribune libre, pour n'en nommer que quelques-unes.





Radio-Canada n'en reste pas moins consciente du fait que les efforts qu'elle déploie depuis des années pour favoriser l'entente mutuelle, tout impressionnants qu'ils soient dans l'ensemble, n'étaient pas destinés à satisfaire des besoins qui ne se faisaient pas sentir.

Il importe de reconnaître que la divergence d'opinions et l'intensité des sentiments qui caractérisent le "dialogue" actuel sont de date récente. On ne les soupçonnait même pas il y a à peine cinq ans. Elles ont pu exister à l'état latent, fermenter, mais elles restaient inaperçues des Canadiens anglais et des Canadiens français, des gouvernements provinciaux ou fédéral aussi bien que de Radio-Canada.

Il se peut que ces divergences soient en train de s'accroître et il n'est pas facile de voir dans quelle direction elles vont. Les Canadiens bien pensants des deux groupes se rendent compte toutefois qu'il faut remédier à la situation, qu'un besoin nouveau a surgi. Radio-Canada reconnaît l'importance de son rôle en ce domaine et, comme dans le passé, elle saura prendre ses responsabilités.

Il ne s'agit cependant pas d'un problème qu'on peut régler en pressant un bouton. Des mesures ont déjà été prises, d'autres peuvent l'être qui porteraient fruit assez rapidement, mais il en est dont la mise en oeuvre s'échelonnerait nécessairement sur une longue période.

À Radio-Canada s'imposent d'abord l'urgence d'un programme de formation du personnel qui amènerait nos agents à mieux comprendre



les données du problème et une réorientation de nos efforts en vue de faire face à la nouvelle situation.

L'efficacité des efforts de Radio-Canada dépendra moins de la quantité ou du volume des échanges interculturels que du soin apporté à l'élaboration de son programme.

Radio-Canada ne travaille évidemment pas en vase clos, à l'abri des regards du public. Elle est une émanation du peuple et elle n'a d'autre raison d'être que de pourvoir à ses besoins. Aussi va-t-il de soi que son action ne peut s'exercer pleinement qu'en tenant scrupuleusement compte de la réalité. En d'autres termes, ce que Radio-Canada peut faire dans le domaine de la compréhension interculturelle dépend, en bonne partie, des courants de l'opinion publique. Radio-Canada peut guider le goût du public, mais non par la contrainte. En conséquence, l'accueil réservé aux émissions impose des limites dans les échanges culturels. Tout souhaitable qu'il soit d'offrir à chacun des deux groupements culturels ce que l'autre culture représente de mieux, il faut constamment tenir compte de l'esprit de tolérance et de l'accueil de chacun.

Ni l'opinion que les Canadiens de chaque culture ont les uns des autres ni leur attitude réciproque ne sont faciles à circonscrire. L'on sait, en effet, combien il est difficile de mesurer des phénomènes humains et particulièrement des phénomènes sociaux. Toutefois, l'étude nationale faite par Radio-Canada au cours de l'année 1962 a rendu presque tangibles certains aspects de la vie canadienne qui paraissaient auparavant difficiles à cerner.

L'enquête a révélé qu'en 1962, de l'avis d'au moins 89 p. 100



de la population de notre pays, un des buts principaux de Radio-Canada consistait à aider les Canadiens français et les Canadiens anglais à se mieux comprendre mutuellement. Nous savons dans quelles régions du pays ce sentiment était le plus fort et dans quelles régions il était le plus faible. Nous savons que les Canadiens français, dans une proportion de 74 p. 100, ont loué les efforts de Radio-Canada dans ce domaine, alors que 51 p. 100 seulement de leurs compatriotes de langue anglaise ont exprimé le même sentiment. Nous savons également que plus de deux fois plus de Canadiens anglais que de Canadiens français (30 p. 100 et 14 p. 100 respectivement) estimaient que Radio-Canada s'était mal acquittée de sa tâche d'aider les deux groupements à se mieux comprendre l'un et l'autre.

Ajoutons toutefois que l'expansion vertigineuse de Radio-Canada durant les années cinquante n'est pas étrangère à ce phénomène. L'évolution de la télévision canadienne, notamment celle de Radio-Canada, s'est poursuivie à un rythme si étonnant que, pendant près de dix ans, tous nos efforts ont porté sur la tâche d'implanter le service national d'un océan à l'autre, c'est-à-dire des services parallèles en français et en anglais.

Il convient de signaler un autre aspect de l'opinion publique chez les deux groupes culturels : c'est le degré d'importance de la radiodiffusion en leur propre langue dans les endroits où ils sont en minorité. Les populations francophones à l'extérieur du Québec et les populations anglophones à l'intérieur du Québec ont un comportement différent. Ainsi, dans la majorité des cas,





les minorités françaises à l'extérieur du Québec, comme un bon nombre de Canadiens français de Montréal et de la région d'Ottawa, suivent avec intérêt les émissions des réseaux français tout en accordant leur attention aux stations diffusant en anglais, cependant que les minorités anglaises du Québec écoutent presque exclusivement la radio et la télévision anglaises.

Il n'y a pas de doute que le temps est maintenant venu de travailler résolument à amener les francophones et les anglophones du Canada à se mieux comprendre et respecter mutuellement. L'enjeu est considérable et les Canadiens des deux langues sont plus que jamais conscients du fait que l'avenir même du Canada en dépend. L'intérêt et l'attention que la Commission a suscités dans tout le pays sont une preuve suffisante de cette prise de conscience.

Le débat d'ordre national dans lequel le Canada s'est lancé nous a permis de réaliser encore davantage l'importance des ressources de la radiodiffusion nationale dans l'avènement d'un authentique esprit communautaire chez les Canadiens.



## 7. Les prochains objectifs

Les réseaux anglais et français ont largement contribué à la sauvegarde et à l'épanouissement des deux cultures, et Radio-Canada continuera à remplir cette obligation primordiale.

Ces premiers jalons posés, il reste à encourager le rapprochement entre les deux cultures. À cette fin, Radio-Canada poursuit trois grands objectifs :

- 1<sup>o</sup> Accroître les échanges d'informations entre le Canada anglais et le Canada français;
- 2<sup>o</sup> Amener de plus en plus de Canadiens à estimer à leur juste valeur les deux cultures, distinctes l'une de l'autre et vivaces;
- 3<sup>o</sup> Mettre davantage les deux langues à la portée de tous les Canadiens.

Ces objectifs sont énoncés dans leur ordre de priorité, celui que Radio-Canada croit être le plus conforme aux besoins du Canada et le mieux adapté aux ressources dont elle compte éventuellement disposer. Radio-Canada croit qu'il est possible de réaliser de façon satisfaisante le premier objectif, dans un avenir rapproché. Quant au deuxième, il ne se concrétiserait que graduellement et à longue échéance. Le troisième, déjà partiellement atteint en certains endroits, en est un de longue haleine.

### a) Accroissement des échanges d'informations

L'information constitue un des rôles fondamentaux de la radiodiffusion. Sans renseignements précis et étendus sur le monde où nous vivons, c'est le règne de la myopie et de l'isolement.

L'aveuglement et l'isolationisme existent au Canada.



Tellement, qu'à certains points de vue les Canadiens sont mieux renseignés sur le monde en général que sur le Canada, et c'est devenu un sujet d'inquiétude grandissante pour Radio-Canada. À notre avis, les nouvelles canadiennes que nous fournissent les agences de presse sont trop peu nombreuses et trop superficielles. Nous sommes également convaincus que nous pourrions nous-mêmes renseigner davantage les Canadiens sur leur propre pays, et c'est ce que nous avons l'intention de faire. La radio et la télévision de Radio-Canada doivent intensifier leurs efforts pour rapporter et interpréter les événements, les aspirations, les attitudes et les opinions de chaque partie du pays et de chaque groupe culturel. À cette fin, Radio-Canada a l'intention d'affecter des reporters anglais et français à chacune des grandes régions du Canada. Leur travail consistera à faire des reportages réguliers et complets sur les principaux événements de chaque région du pays, en français aux réseaux français et en anglais aux réseaux anglais. Ils s'occuperont exclusivement des informations canadiennes.

À l'heure actuelle, les réseaux anglais sont assez bien représentés dans toutes les régions du pays. Cependant, la radio profite beaucoup plus que la télévision de cet avantage. Le service de langue française, par contre, n'a pas de personnel dans chacun des grands centres de production; il lui est donc impossible d'exposer à son auditoire les vues et les aspirations de tous les Canadiens. Radio-Canada se propose, dès qu'elle aura les disponibilités et le personnel qualifié voulus, de placer du personnel de





langue française dans tous les grands centres du Canada anglais, de façon à pouvoir y produire des émissions de nouvelles et d'affaires publiques pour les réseaux français.

Parallèlement, des améliorations s'imposeront dans la diffusion des nouvelles sur le Canada français à l'intention des anglophones. L'accès immédiat et régulier aux activités de chaque partie du Canada favorisera de la façon la plus directe et la plus sûre la compréhension mutuelle à travers le pays.

b) Les émissions

Afin d'intensifier le sentiment d'appartenance à un même pays, Radio-Canada se propose d'étendre à d'autres domaines d'émissions sa méthode actuelle de coproduction dans ses services anglais et français. Elle produira aussi en commun, non seulement des émissions de musique, de ballet et d'opéra, mais aussi des documentaires sur la géographie physique du Canada, ses villes et ses cours d'eau, ses industries et ses entreprises commerciales. Il est possible de réaliser ces émissions avec des pistes sonores distinctes anglaises et françaises sans nuire à l'authenticité de leur contenu et à leur qualité technique.

Les émissions parlées, en télévision, présentent des difficultés dans les échanges. Les émissions dramatiques, les tribunes et les documentaires sont les plus difficiles à réaliser sur les deux réseaux à la fois, et pourtant, ces émissions traitent de questions sociales, économiques, politiques et morales d'un intérêt



primordial. Radio-Canada a fait l'essai des dernières techniques de sous-titrage, de doublage en langue seconde et de post-synchronisation. Ces techniques sont bien connues dans le domaine du cinéma et on vient de mettre au point en Europe des nouvelles techniques électroniques pour la télévision. Il importe de choisir et d'adopter les meilleures techniques existantes dans ce domaine afin de pouvoir diffuser sans tarder en l'autre langue la version originale des dramatiques, documentaires et tribunes et cela, tout en ramenant au minimum la perte de qualité et de sens. Radio-Canada sait très bien que les traductions boiteuses sont détestables, mais elle compte beaucoup sur les nouvelles possibilités qui s'offrent de ce côté.

c) Restrictions d'ordre pratique

Il va sans dire que le comportement des Canadiens tend, sous certains aspects, à rendre notre travail plus ardu. L'histoire politique du pays a divisé les Canadiens; cette histoire a beau être jalonnée de nombreux hauts faits, Canadiens français et Canadiens anglais ne l'envisagent pas du même oeil ni avec les mêmes sentiments. Les uns et les autres ont leurs propres héros et souscrivent à des interprétations différentes et souvent divergentes de leur passé. Même les Canadiens d'une même langue, qu'ils soient français ou anglais, ne s'accordent pas sur le caractère bénéfique ou néfaste de certains événements historiques.

Certes, la masse du public sait généralement apprécier à sa juste valeur l'excellence artistique, où qu'elle se manifeste,



mais la langue fait quand même obstacle à cette disposition. Ainsi, l'opéra et la musique symphonique jouissent de la faveur universelle. De même, jusqu'à un certain point, la musique légère, bien que les paroles puissent en rompre le charme.

Un mélange d'anglais et de français, soit chanté soit parlé, paraît acceptable aux uns, mais tout à fait insupportable aux autres.

Lorsque des musiciens d'expression française figurent dans une émission en langue anglaise ou inversement, le public leur fait toujours un bon accueil.

Nous croyons donc qu'il y aurait lieu de faire une plus large place aux artistes du réseau anglais sur le réseau français et inversement. Radio-Canada se propose de répandre cette pratique, avec circonspection toutefois et dans l'espoir qu'utilisée à bon escient, cette méthode puisse contribuer pour beaucoup au bon voisinage des deux cultures.

En utilisant plus fréquemment le procédé de coproduction aux réseaux anglais et français, on pourrait réaliser des émissions de grande classe dans le domaine de l'opéra, du ballet et de la musique, divertissements où la langue ne met pas d'obstacle insurmontable à l'agrément de l'auditoire.

d) Défi pour le personnel de Radio-Canada

Radio-Canada est convaincue que les échanges interculturels rendraient la radiodiffusion encore plus intéressante aux auditeurs et aux téléspectateurs, mais cela pose un défi permanent au génie inventif et à l'esprit d'initiative du personnel.

Ces dernières années, la Société a pris des dispositions





afin de permettre à ses cadres des secteurs anglais et français de production dans tous les coins du pays de se réunir dans le but de s'interroger sur le climat social et culturel actuel et d'analyser ses effets sur la programmation. De tels échanges de vues se poursuivront, car c'est grâce à des réunions fréquentes entre les artisans de la programmation des diverses régions qu'on pourra voir et envisager la réalité canadienne selon une vision commune et une perspective nationale.

Ces rencontres produisent des résultats à la fois immédiats et médiats. Les échanges d'émissions entre les stations locales de Radio-Canada se multiplient. Les régions où les anglophones prédominent font preuve d'un intérêt croissant pour la vie du Canada français, tandis que l'auditoire français du Québec s'intéresse de plus en plus à l'activité des gens de la Colombie Britannique, des Prairies et des provinces de l'Atlantique.

Pour assurer la constance de cet effort, Radio-Canada a établi un comité de liaison constitué des directeurs de programmes des réseaux français et anglais. Le comité, qui se réunit alternativement à Toronto et à Montréal, discute de la planification et de l'utilisation communes des émissions dans tous les domaines : émissions enfantines, divertissements, téléthéâtre, musique, reportages, documentaires. Outre les résultats immédiats que leur apporte cette collaboration, les programmeurs des deux réseaux en retirent une meilleure connaissance de leur pays et touchent du doigt les différences qui caractérisent leur auditoire respectif, ses goûts, de même que les techniques de production.



Radio-Canada entend bien accroître les échanges entre le personnel français et anglais des émissions et elle a des projets à cet égard. Elle songe par exemple à fonder une école de formation à l'intention de ses employés des deux langues et de tous les coins du pays. Elle envisage d'effectuer des échanges de courte durée entre les équipes de production des diverses régions de même qu'entre les équipes de production des réseaux anglais et français. Le fait de travailler dans un milieu social différent, ou dans une autre langue, et d'étudier sur place les différentes méthodes de planification et de production pourrait contribuer énormément à éclairer davantage les programmeurs sur leurs compatriotes et à les amener à se mieux comprendre.

Les propositions que nous venons d'énoncer n'ont aucunement pour objet de favoriser un pancanadianisme de commande. Elles visent plutôt à permettre à chaque service de programme de mieux desservir son auditoire et d'exploiter davantage toutes les richesses de la vie canadienne, qu'elle soit anglaise ou française, qu'il s'agisse de celle de l'Est ou de celle de l'Ouest. Les réseaux français s'adressent aux Canadiens français au nom de tous les Canadiens; aussi faut-il que notre personnel des réseaux français connaisse tout le Canada pour en parler à bon escient. Les réseaux anglais s'adressent aux Canadiens anglophones de tout le pays au nom de tous les Canadiens. Le personnel de nos émissions anglaises doit donc pouvoir refléter tout le Canada, y compris la vie canadienne-française.



e) Accès aux deux langues

Radio-Canada a réussi assez bien à jouer son rôle fondamental, tant à la radio AM qu'à la télévision, c'est-à-dire assurer le service en langue anglaise à la population d'expression anglaise et le service en langue française à la population d'expression française.

Rappelons que le programme complet ou partiel de télévision de Radio-Canada est accessible à 92 p. 100 des Canadiens français et celui de la radio, à 94 p. 100; qu'au sein de la population d'expression anglaise, 98 p. 100 a accès à la radio de Radio-Canada et 93 p. 100 à sa télévision.

Si élevées que soient ces proportions, il reste sur les listes de Radio-Canada un grand nombre d'autres localités ou régions qui, bien que peu peuplées, doivent retenir plus particulièrement l'attention parce qu'elles ne jouissent pas encore des services ni de la radio ni de la télévision de Radio-Canada.

Il existe par ailleurs des régions où un nombre appréciable de Canadiens d'expression française ne captent que la télévision anglaise et d'autres où les Canadiens de langue anglaise n'ont à leur portée que le programme français.

Dans ses projets d'expansion, Radio-Canada a pour règle de s'occuper d'abord de ces gens avant d'apporter le programme anglais à la population française et vice versa.

Cela ne veut pas dire que rien n'a été fait ou ne se fera pour apporter aux Canadiens les services dans les deux langues. Au contraire. À l'heure actuelle, par exemple, environ 70 p. 100 des Canadiens français peuvent capter une station du réseau anglais





de télévision de Radio-Canada et choisir, dans la majorité des cas, entre les deux programmes. Certes, il n'en est pas ainsi du côté anglais, car seulement 16 p. 100 de la population de langue anglaise a la télévision française à sa portée. L'écart vient évidemment de la répartition géographique de la population.

Pour le moment, la Société ne projette pas de faire bénéficier systématiquement les anglophones de son programme français ou inversement. Bien que ce soit le désir de certains, Radio-Canada n'a pas les moyens de viser à un tel objectif.

Radio-Canada sait ce qu'il en coûte aujourd'hui pour installer la télévision. Il ne s'agit pas tant des dépenses d'implantation, des immobilisations du lancement, si importantes soient-elles, mais plutôt des frais d'exploitation élevés qui en découlent et qui viennent grever par la suite le budget de la Société.

Bien entendu, on peut établir à moindres frais un service de radiodiffusion dans les deux langues à l'intention de tous les Canadiens. Mais d'autres difficultés surgissent. Dans la plupart des régions, il n'est plus possible aujourd'hui d'étendre la radio AM en raison du manque de fréquences convenables. La radio FM en revanche offre des possibilités intéressantes. Toutefois, il importe de retenir que Radio-Canada, à moins de disposer de crédits à cette fin, ne pourrait pas en entreprendre l'expansion.

Il existe deux autres possibilités en télévision, l'une lointaine, l'autre immédiate mais moyennant des dépenses supplémentaires. La rareté de canaux à très haute fréquence (VHF) dans les régions plus importantes n'offre pas d'autre issue que celle de



la diffusion sur bande ultra-haute (UHF). Dans un pareil cas, il faudrait réserver dès maintenant des canaux UHF et prévoir leur utilisation future par le service national. D'autre part, les perspectives éventuelles qu'offrent les canaux UHF pour la télévision éducative et linguistique ne sont pas à négliger.

L'autre possibilité, lointaine, consiste à offrir aux stations actuellement unilingues un programme choisi ou limité dans la langue seconde. Radio-Canada et quelques stations privées ont déjà fait des essais en ce sens. Jusqu'ici, cette initiative n'a pas été tellement bien accueillie par aucun des deux groupes ethniques. Néanmoins, Radio-Canada veut voir si, en modifiant leur présentation, elle pourrait rendre ces émissions plus agréables. Par exemple, ses stations de télévision pourraient les programmer à certaines heures de leur horaire local, le samedi et le dimanche matin, de même que tard en soirée les autres jours. Des méthodes de présentation originale et l'emploi de sous-titres pourraient gagner certains spectateurs de langue anglaise aux émissions françaises sans nuire à l'écoute de la partie sonore par les spectateurs francophones. Ces émissions ne remplaceraient aucune des émissions anglaises actuelles, mais rempliraient des périodes libres.

Il y a au Canada français des régions où l'auditoire de langue anglaise ne reçoit pas la télévision dans sa langue. Radio-Canada étudie la possibilité d'y inscrire des émissions en langue anglaise à l'horaire local des stations françaises et de les présenter de la façon énoncée plus haut.

-----



Pour résumer ce chapitre sur les moyens propres à améliorer les rapports entre les deux groupes, disons qu'il existe dans notre esprit trois secteurs d'émissions où la communication pourrait être facilitée.

Le premier secteur est celui des nouvelles. Il devrait y avoir un échange réciproque et soutenu des informations. Il faudrait à cette fin perfectionner notre méthode de reportage de l'actualité canadienne.

Le second secteur touche les tribunes sur les questions d'importance nationale, auxquelles pourraient participer des Canadiens des deux langues. Ces émissions atteindraient un public choisi et influent.

Dans le troisième secteur, nous plaçons les émissions de divertissement d'un intérêt universel à l'intention d'un auditoire beaucoup plus vaste.

Le travail dans ces domaines est déjà amorcé depuis quelque temps et se poursuit. Il ne faut pas oublier qu'il n'existe pas de moyen unique d'amener du jour au lendemain les deux groupes à se mieux comprendre et apprécier; on n'y arrivera que par une démarche consciente et constante menée avec tout le doigté voulu et qui tient compte des sentiments de l'un et l'autre groupements.

Dans cette ligne de pensée, nous allons favoriser une coordination plus étroite entre les personnels anglais et français dans la planification du programme. Nous allons perfectionner les nouvelles techniques qui permettent de réaliser des émissions pouvant être diffusées par les réseaux et anglais et français. Dans l'ensemble, nos efforts porteront sur cet aspect des responsabilités de Radio-Canada.





## 8. Nouvelles émissions

Il est possible d'amener tous les Canadiens à s'accorder sur le sens à donner à une bonne partie de l'histoire et des réalisations du Canada, sans augmenter les tensions qui menacent de les diviser. L'expérience a appris à Radio-Canada que les émissions où sont exposés les progrès accomplis chez nous dans les domaines de la recherche ou des sciences, de la médecine, de la technique, de l'industrie et du commerce, de l'enseignement et de certains arts, rallient l'intérêt de tous les Canadiens. Ces émissions doivent viser à l'excellence, non pas pour flatter la vanité des Canadiens, mais plutôt pour susciter leur intérêt et leur curiosité. Radio-Canada projette de réaliser de nouvelles séries d'émissions de ce genre, car, de toute évidence, beaucoup de Canadiens ignorent la richesse de leur patrimoine.

La Société est à mettre au point d'importants projets d'émissions pour marquer le centenaire de la Confédération, en 1967. Les principaux services d'émissions ont déjà entrepris la réalisation de grandes séries d'émissions de circonstance. Les deux réseaux en organisent dans chaque région, sous l'égide d'un coordonnateur national. Quelques-unes de ces émissions passeront aux deux réseaux.

Mentionnons une série d'émissions sur les grands cours d'eau du Canada, onze émissions sur les dix provinces et le Canada, une série sur les Canadiens de renommée internationale et une étude sur les richesses du pays. Certaines de ces émissions sont à l'état de projet ou prévues pour les années qui nous séparent du Centenaire; l'Office national du film en prépare d'autres pour les réseaux nationaux de télévision.

Bien entendu, ces émissions ne sauraient produire tout



l'effet voulu que si elles sont diffusées aux meilleures heures d'écoute. De sérieux inconvénients empêchent actuellement une telle diffusion tant aux réseaux anglais que français de télévision. Aux meilleures heures d'écoute de l'horaire d'hiver de la télévision anglaise figurent plus d'émissions américaines et étrangères que ne le souhaiterait Radio-Canada. De son côté, le réseau français de télévision programme des émissions de divertissement d'origine américaine qui ne correspondent pas entièrement à la mentalité de l'auditoire de langue française. Diverses raisons expliquent cette situation.

Remplacer ces émissions par des productions canadiennes augmenterait énormément les frais de réalisation et entraînerait très probablement une baisse appréciable des recettes et peut-être de l'auditoire.

Quoi qu'il en soit, Radio-Canada est prête à relever le défi que posent la production d'un plus grand nombre d'émissions canadiennes aussi bien que la responsabilité de rendre plus fidèlement la vie canadienne. Elle se propose donc d'augmenter, avec prudence et d'une façon graduelle, le nombre des productions canadiennes à l'horaire du soir de ses réseaux, au cours des cinq prochaines années, et de remettre à l'étude sa programmation actuelle. La mise à exécution de de ces projets reste assujettie, il va sans dire, aux ressources dont elle pourra disposer.



## 9. Conclusion

Dans notre mémoire, nous avons essayé d'exposer les vues de Radio-Canada sur les problèmes et préoccupations de l'heure, sur ses réalisations, passées et présentes, et sur ses projets.

En somme, Radio-Canada a réussi, croyons-nous, à concrétiser et à raffermir la notion de parallélisme des services en mettant au point un programme distinct fondé sur les deux grandes cultures et en desservant un nombre croissant de Canadiens dans leur propre langue à l'échelle de tout le pays.

Cette notion a cependant une portée trop restreinte. La situation à laquelle fait face Radio-Canada dans le climat actuel est nouvelle. La nécessité pour elle de favoriser l'entente mutuelle entre Canadiens français et Canadiens d'expression anglaise devient plus vive et plus pressante.

Certes, ce que Radio-Canada a accompli dans le passé n'est pas négligeable, mais nous croyons que le moment est venu de redoubler nos efforts dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Il importe de retenir que ces objectifs ne sauraient se réaliser du jour au lendemain. Des progrès ont été constatés, certains des buts recherchés peuvent être atteints d'ici quelques années, d'autres se situent dans une perspective assez lointaine et quelques-uns, enfin, tout désirables qu'ils soient, ne pourront être envisagés qu'en dernier ressort.

Dans l'immédiat, les plans de Radio-Canada appellent une réorientation générale présupposant des programmes de formation du personnel, des liaisons plus étroites, des discussions et des rapprochements





plus fréquents. Radio-Canada doit d'abord se préparer à répondre aux exigences de la situation actuelle et prévoir les conséquences de cette démarche sur le plan financier.

En outre, ces plans prévoient :

1<sup>o</sup> Davantage de nouvelles sur le Canada et les Canadiens, plus particulièrement des reportages émanant des diverses régions du Canada et réalisés en français, par des Canadiens français, à l'intention des réseaux français, et la même chose du côté anglais. Cette pratique s'étendra aux causeries et aux émissions d'affaires publiques aussi bien qu'aux informations proprement dites.

2<sup>o</sup> Davantage d'émissions produites à l'intention des réseaux et anglais et français.

3<sup>o</sup> Une amélioration de la qualité de ces échanges.

4<sup>o</sup> Davantage d'émissions mettant l'accent sur ce qui unit les Canadiens.

Afin de mener ces projets à bien, il nous faudra :

1<sup>o</sup> Disposer des meilleures techniques et produire des émissions de la plus haute qualité possible.

2<sup>o</sup> Recourir aux services des meilleurs artisans qu'on puisse trouver.

3<sup>o</sup> Maintenir une atmosphère qui permette à ces artisans de donner la pleine mesure de leur talent et de s'épanouir.

4<sup>o</sup> Établir une ambiance où l'importance de la tâche à accomplir soit constamment présente à l'esprit.

5<sup>o</sup> Jouir de l'appui moral et constant des chefs de file du pays, de l'appui financier du Gouvernement et de celui, doublé d'une critique constructive, des Canadiens de toutes les couches sociales.



La Commission compte parmi ses membres et dans son personnel des personnes qu'une longue expérience a familiarisées avec les problèmes du bilinguisme et du biculturalisme dans le domaine de la radio-diffusion. Notre mémoire leur paraîtra contenir bien des redites. Toutefois, Radio-Canada peut apporter une contribution utile d'une autre nature, en fournissant par exemple des renseignements plus détaillés et des réponses plus précises aux questions qui intéressent particulièrement la Commission. La Société réaffirme son désir d'aider la Commission par tous les moyens; elle se fera un plaisir de répondre à toute question sur le contenu du présent mémoire et sur les sujets qui s'y rattachent.







